

Questions orales

afin de faciliter la restructuration de sorte que les compagnies de fabrication et de transformation investissent au Canada, rénovent leurs usines et fassent de nouveaux investissements qui créeront de nouveaux emplois. Voilà pourquoi nous pouvons dire que 500 000 nouveaux emplois seront créés cette année et qu'un million d'emplois le seront au cours des quatre prochaines années.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, cela apporte un grand réconfort aux Canadiens qui sont actuellement au chômage! Le gouvernement a la responsabilité morale de les remettre au travail. Le ministre annonce qu'il va créer un demi-million de nouveaux emplois, pourtant il admet que le taux de chômage ne va pas baisser.

Le gouvernement n'a d'autre réponse aux chômeurs de notre pays que de leur dire: «Tant pis pour vous!». Le ministre a promis un budget réaliste et les chômeurs canadiens lui demandent aujourd'hui quelle est exactement sa définition de la réalité. A-t-il tellement perdu contact avec la réalité qu'il ne voit pas la douleur et les souffrances qui l'entourent? Ne se rend-il pas compte que les gens souffrent? Je voudrais demander au ministre pourquoi il n'a pas donné d'espoir aux chômeurs canadiens.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, avec tout le respect que je dois au député, ce budget donne bel et bien de l'espoir.

Il suffit d'écouter les porte-parole de l'Association des manufacturiers canadiens, du Conseil canadien des chefs d'entreprises et de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.

D'après ces derniers, puisque les facteurs fondamentaux sont en place, un faible taux d'inflation et des taux d'intérêts bas, il faut créer un climat propice aux investissements de façon à en attirer de nouveaux pour pouvoir moderniser l'industrie et encourager la création d'emplois, en particulier dans les secteurs de la transformation et de la fabrication.

Nous avons indiqué cinq initiatives déterminées qui sont l'augmentation de la déduction pour amortissement, la réduction des taux d'imposition, les améliorations apportées au capital de risque et à la recherche et au développement et les réductions de la retenue d'impôt.

Toutes ces mesures sont considérées comme d'heureuses initiatives qui vont établir un climat de confiance et

apporter une lueur d'espoir à ceux qui travaillent aujourd'hui aussi bien qu'aux chômeurs.

[Français]

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, le ministre a dit aux femmes canadiennes qu'un salaire égal au salaire des hommes n'est pas abordable au Canada. Le ministre a déclaré hier que, peu importe la décision de la Commission des droits de la personne, le gouvernement n'a aucunement l'intention de payer un salaire juste aux 70 000 femmes qui ont lutté pendant huit ans pour un droit fondamental. Pourquoi cette discrimination? Pourquoi les femmes sont-elles les victimes des politiques injustes et mal conçues de ce gouvernement?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances): Monsieur le Président, au risque de blesser ma modestie, j'aimerais dire à l'honorable députée que ce gouvernement est très fier de ce qu'il a fait pour la parité salariale au Canada. Je crois, de toute façon, que ce gouvernement est le premier au Canada, des gouvernements nationaux, bien avant les Libéraux, bien avant tous les gouvernements provinciaux, et je crois même de tous les gouvernements du monde. Il n'y en a pas un qui ait agi comme nous, en accordant la parité salariale comme nous l'avons fait.

Je rappellerai à l'honorable députée qu'au cours des dernières années, nous avons accordé près d'un demi-milliard de rattrapage et que, à chaque année, nous accordons 80 millions.

La décision que nous avons prise dans le Budget, c'est de faire comme les provinces, et de ne pas avoir à être exposé à des dépenses pour le passé, pour le régime libéral en quelque sorte. Nous assumons nos responsabilités pour l'avenir, et c'est ce que nous sommes prêts à faire. Nous croyons à la parité salariale, et c'est ce que nous allons faire pour l'avenir.

[Traduction]

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, j'ai une autre question pour le ministre. Le ministre sait parfaitement qu'il est en train d'escroquer 1 milliard de dollars aux femmes.

L'égalité ne commence ni ne s'arrête selon le bon vouloir du gouvernement. Aux dernières élections, le premier ministre a déclaré que des fonds étaient prévus pour assurer l'équité salariale.